

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de marche n°24  
BP 10001  
67070 STRASBOURG

STRASBOURG, le 13/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE EUROPEENNE DE STOCKAGE D2**

28 RUE DE ROUEN  
67000 Strasbourg

Références : 0450/GC/AG  
Code AIOT : 0006700450

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2023 dans l'établissement SOCIETE EUROPEENNE DE STOCKAGE D2, implanté 70 Quai Jacoutot 67000 Strasbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE EUROPEENNE DE STOCKAGE D2
- 70 Quai Jacoutot 67000 Strasbourg
- Code AIOT : 0006700450
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La Société Européenne de Stockage exploite à Strasbourg, au Port aux Pétroles, un dépôt de liquides inflammables appelé "SES D2" relevant de la directive "Seveso" (seuil haut).

L'entreprise fait partie du groupe RUBIS TERMINAL.

Ces installations sont soumises aux prescriptions de :

- l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre I<sup>er</sup> du livre V du code de

l'environnement ;

- l'arrêté ministériel du 29 mai 2005, relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté ministériel du 12 octobre 2011, relatif aux installations classées soumises à autorisation au titre de la rubrique 1434-2 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2020, codifiant les prescriptions associées à l'autorisation d'exploiter le dépôt "D2" de la Société Européenne de Stockage (SES), quai Jacoutot à Strasbourg.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Mesures de maîtrise des risques
- Rétentions des aires de chargement/déchargement routier

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délai
8	Rétentions postes de chargement	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 14	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

<sup>(1)</sup> s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
7	Rétentions postes de chargement	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 14	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
1	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)	Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 4	/	Sans objet
2	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7	/	Sans objet
3	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.2	/	Sans objet
4	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)	Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 4	/	Sans objet
5	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
6	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

#### Points susceptibles de suites :

Il est attendu que l'exploitant justifie de la capacité réelle de rétention des postes de chargement routier (Délai : 15 jours).

#### Non-conformité :

L'exploitant n'a pas établi de procédure d'exploitation relative à l'examen visuel simple régulier des rétentions des aires de chargement/déchargement routier. (Mise en demeure : 1 mois)

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 4
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Qualification de la MMR
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.
<b>Constats :</b> Une MMR est constituée par l'asservissement des pompes de chargement, de la pompe de vidange à l'appontement et des vannes de pieds de bac au déclenchement de l'arrêt d'urgence aux postes de chargement camion. L'arrêt d'urgence entraîne également le déclenchement d'une alarme sonore aux postes de chargement et à l'appontement, ainsi que d'alarmes visuelles en salle de contrôle et de supervision. L'alarme sonore aux postes de chargement est audible dans la salle de contrôle. Lors de la visite, un test de l'arrêt d'urgence des postes de chargement a été réalisé. Son déclenchement a entraîné l'arrêt de la pomperie et l'alarme sonore a retenti.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Etat initial et programme de surveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à ces mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité.  A l'issue de cet état initial, il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques.  L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant, pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.
<b>Constats :</b> Les arrêts d'urgences sont testés semestriellement par l'exploitant. Les derniers tests ont été réalisés le 6 mars 2023. Le rapport établi par l'exploitant a été présenté. Il liste les éléments testés. Le fonctionnement de la MMR est vérifié dans son ensemble. Une observation a été notée dans ce rapport concernant l'absence d'alarme visuelle en salle de supervision. L'exploitant n'a toutefois pas été en mesure de présenter les dispositions mises en place pour remettre cette alarme en fonctionnement. Il est à noter que celle-ci s'est bien déclenchée à l'occasion du test d'arrêt d'urgence réalisé lors de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 7.2
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Perte d'utilités
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.  Cette démarche d'analyse de risques vise principalement à qualifier ou à quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise.  Elle porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions, les marches dégradées prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité, de manière proportionnée aux risques ou lorsque les dangers sont importants.
<b>Constats :</b> En cas de perte d'utilité, l'automate arrête les pompes. Les vannes du poste de chargement et de l'apportement se ferment automatiquement, leur position par défaut étant « vanne fermée ». Seules les vannes en pied de bac restent dans leur position avant perte d'utilité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 4
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Qualification de la MMR
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.
<b>Constats :</b> Une MMR est constituée par l'asservissement des pompes de chargement, de la pompe de vidange à l'appointement et des vannes de pieds de bac au déclenchement de l'arrêt d'urgence en salle de contrôle. L'arrêt d'urgence déclenche également une alarme sonore aux postes de chargement et à l'appointement ainsi qu'une alarme visuelle en salle de contrôle et de supervision. L'alarme sonore aux postes de chargement est audible dans la salle de contrôle. Lors de la visite, un test de l'arrêt d'urgence des postes de chargement a été réalisé. Son déclenchement a entraîné l'arrêt de la pomperie et l'alarme sonore a retenti. L'inspection a constaté que les indications du tableau de commande où se situent notamment trois boutons-poussoirs s'apparentant à des arrêts d'urgence n'indiquent pas explicitement lequel est l'arrêt d'urgence des postes de chargement. Suite à la visite, l'exploitant a procédé à un nouvel étiquetage des commandes du tableau et l'a justifié par l'envoi d'une photographie de celui-ci à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Etat initial et programme de surveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à ces mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité.  A l'issue de cet état initial, il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques.  L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis, soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant, pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.
<b>Constats :</b> Les arrêts d'urgences sont testés semestriellement par l'exploitant. Les derniers tests ont été réalisés le 6 mars 2023. Le rapport établi par l'exploitant a été présenté. Il liste les éléments testés. Le fonctionnement de la MMR est vérifié dans son ensemble. Une observation a été notée dans ce rapport de contrôle interne concernant l'absence d'alarme visuelle en salle de supervision. L'exploitant n'a toutefois pas été en mesure de présenter les dispositions prises pour remettre cette alarme en fonctionnement. Il est à noter que celle-ci s'est bien déclenchée à l'occasion du test d'arrêt d'urgence réalisé lors de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.2
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Perte d'utilités
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.  Cette démarche d'analyse de risques vise principalement à qualifier ou à quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise.  Elle porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions, les marches dégradées prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité, de manière proportionnée aux risques ou lorsque les dangers sont importants.
<b>Constats :</b> En cas de perte d'utilité, l'automate arrête les pompes. Les vannes du poste de chargement et de l'apportement se ferment automatiquement, leur position par défaut étant « vanne fermée ». Seules les vannes en pied de bac restent dans leur position avant perte d'utilité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Rétentions postes de chargement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 14
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Dimensions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  14-1. Les aires de chargement ou de déchargement routier et ferroviaire de liquides inflammables disposent d'une rétention conçue de manière à contenir le volume maximal de liquides inflammables contenu dans la plus grosse citerne susceptible d'être chargée ou déchargée sur ces aires.  (...)</p>
<p><b>Constats :</b>  Tout débordement survenant au niveau de l'aire de chargement des camions, dont l'emprise forme une cuvette de rétention, est canalisé jusqu'au décanteur. L'écoulement se fait par gravité. La capacité du décanteur est de 30 m<sup>3</sup>. Celui-ci est équipé d'une vanne de confinement asservie à une détection hydrocarbures, permettant ainsi de le qualifier de « rétention déportée ».  La capacité de rétention de la cuvette formée par l'aire de chargement n'est pas connue.  L'étude de danger (référence 006891-103-DE001-D) mentionne, en pages 23 et 35, que le décanteur est « associé à une citerne de 10 m<sup>3</sup> recevant les résidus d'écémage avant retraitement ou destruction ».  Le volume de rétention serait ainsi d'au moins 40 m<sup>3</sup> (un décanteur de 30 m<sup>3</sup>, une citerne associée de 10 m<sup>3</sup> en plus de la capacité de la cuvette formée par l'aire de chargement), soit un volume supérieur à celui des citernes susceptibles d'être chargées (les plus grandes d'entre elles atteignent 38 m<sup>3</sup>).  Or, lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté la présence d'une telle citerne de 10 m<sup>3</sup>.  Il est attendu que l'exploitant justifie de la capacité réelle de rétention.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Rétentions postes de chargement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 14
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Examen
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  (...)  14-3. Pour les rétentions visées par l'article 14-1 du présent arrêté, l'exploitant définit, par procédure d'exploitation, les modalités de réalisation d'un examen visuel simple régulier et d'un examen visuel approfondi annuel. Les rétentions font l'objet d'une maintenance appropriée. Cette disposition est applicable au 1<sup>er</sup> juillet 2012 aux installations existantes.  (...)</p>
<p><b>Constats :</b>  Le décanteur est utilisé en tant que rétention déportée de l'aire de chargement des camions. Seul un suivi annuel est réalisé par le service de maintenance de l'exploitant. Lors des opérations de vidange du décanteur par pompage, un examen visuel des parois est réalisé et des photographies sont prises et conservées par le responsable maintenance. La prochaine vidange, et donc le prochain examen du décanteur est prévu entre le 14 août et le 11 septembre 2023.  Néanmoins, l'exploitant n'a pas mis en place de procédure d'exploitation relative à l'examen visuel simple régulier.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délai :</b> 1 mois